** Lettre à nos collègues**

110 adhérents et militants de la **FNEC FP FO** se sont réunis ce 2 février pour l’Assemblée Générale annuelle, le lendemain du 1er février jour de grève massive dans l’Education Nationale. Ils ont adopté cette « lettre aux collègues » :

Alors que nos conditions de travail et de rémunération se sont largement dégradées pour tous les personnels de l’Education Nationale, titulaires et contractuels, le gouvernement MACRON-ATTAL aussi autoritaire que minoritaire, veut aller plus loin dans la destruction de l’Education nationale.

Dès la rentrée 2024, il veut mettre en œuvre l’acte 2 de son école « inclusive » sur le dos des enfants handicapés et des personnels, menaçant directement les AESH et ce qu’il reste de postes et d’établissements spécialisés. Il veut détruire les groupes-classes au collège, imposant « des groupes de niveaux » à moyens constants et ce, après avoir déjà atomisé le fonctionnement dans les lycées avec la réforme du bac. Il continue les suppressions de postes (moins 2500 !), la diminution des moyens de vie scolaire, alors que les budgets de guerre et les aides aux entreprises sans contreparties, les exonérations, ne cessent d’augmenter. Et il décide tout cela au 49-3…

Nous considérons qu’il faut mettre en échec cette politique, toute cette politique : dispositif « choc des savoirs », « PACTE », évaluation d’écoles, Loi Rilhac…

On n’en veut plus de ces conditions de travail : combien d’AESH manquantes ? Combien de profs non remplacés ? Ce paquet d’heures non remplacées » qui permet à la Ministre Oudéa Castéra de communiquer sur sa préférence pour l’école privée… On ne veut plus du mépris affiché du gouvernement contre l’école publique. On ne veut plus des salaires bloqués et du salaire « au mérite ».

Nous constatons que la revendication des « prix planchers » portée par les agriculteurs pour vivre décemment de leur travail, est la même que la revendication d’augmentation générale des salaires. Nous constatons que la perspective du blocage de Paris a fait trembler le gouvernement et nous proposons de préparer par en bas la mobilisation.

**Réunissons-nous sur nos écoles, nos établissements, dans nos services et établissons les revendications, mettons partout à la discussion les moyens pour les obtenir, y compris en faisant le lien avec les parents d’élèves.**

**N’est-ce pas le moment d’y aller ?**